

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 28 juillet 2023

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 23-371

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 26/06/2023

Contexte et constats

Publié sur



VIVESCIA
43, rue de la République
10190 ESTISSAC

N° AIOT : 0005701985

1) Contexte

La société VIVESCIA exploite un silo vertical situé 43, rue de la République sur la commune d'ESTISSAC (10190). En mai 2021, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif à la cessation partielle d'activité prévoyant la démolition de la majorité des bâtiments du site (dont les silos) et la reconstruction d'un silo fond plat d'un volume inférieur à 5 000 m³.

En complément et par transmission du 28 juin 2021, l'exploitant a transmis le rapport de diagnostic sol des prélèvements effectués sur le site d'Estissac le 31 mai 2021.

L'objectif de cette visite était de constater l'activité ICPE et dans rendre compte.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Raison sociale : VIVESCIA
- Adresse du site concerné : 43, rue de la République sur la commune d'ESTISSAC (10190).
- Adresse du siège social : 2, rue Clément Ader, 51100 REIMS
- Code AIOT dans GUN : 0005701985
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- Soumis à IED – MTD : non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité / mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité / mise en sécurité	R.512-39-1 et suivant du Code de l'Environnement	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la suite de cette visite, il a été constaté que le site exploité historiquement par VIVESCIA n'était plus en activité, et la mise en sécurité du site n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. L'usage futur retenu est industriel. Le site reste sous le giron de VIVESCIA qui est exploité comme une plate-forme de chargement et déchargement de grains non classé au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature.

Aussi, au vu des constats établis le jour de la visite et de l'instruction des éléments transmis en mai et juin 2021, **il n'est pas proposé d'engager de suite administrative.**

Le présent rapport vaut procès-verbal de recollement et la cessation d'activité déclarée en mai 2021 peut être validée. Le site n'est plus soumis à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, et l'usage futur retenu est industriel.

L'inspection des installations classées rappelle que ce rapport ne peut être assimilé cependant à un quitus et des prescriptions complémentaires pourraient être imposées s'il apparaissait que les dispositions réalisées s'avéraient insuffisantes pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement :

«A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article [R. 181-45](#), les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à [l'article L. 511-1](#).

En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage. »

D'autre part, en cas de changement d'usage, il est recommandé l'élaboration d'une étude environnementale complémentaire afin de vérifier la compatibilité sanitaire du projet, mais également de compléter la caractérisation de la qualité des futurs déblais et d'évaluer les filières de gestion adaptées, le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Cessation d'activité / mise en sécurité

Référence réglementaire : Article R. 512-39-1 du Code de l'environnement
Thème(s) : Cessation d'activité / mise en sécurité
(...) II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. (...)
Constat : Par ses transmissions de mai et juin 2021, l'exploitant a communiqué les éléments qui précisent les différents points listés ci-dessous. L'usage futur retenu est industriel. De plus, suite aux constats établis lors de la visite d'inspection du 26 juin 2023, la mise en sécurité du site n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Le site reste sous le giron de VIVESCIA qui est exploité comme une plate-forme de chargement et déchargement de grains non classé au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature. Le diagnostic des sols présenté indique que la société VIVESCIA a identifié une unique source potentielle de pollution à investiguer : la zone de stockage des engrais solides. Deux sondages de sol ont été réalisés à proximité de cette source potentielle de pollution à l'aide d'un carottier portable. Les sondages ont été menés jusqu'à 1 m de profondeur. Deux échantillons ont été constitués et ont fait l'objet d'analyses portant sur les composés suivants : NO ₂ , NO ₃ , NH ₄ , PO ₄ , P ₂ O ₅ . La lithologie mise en évidence à l'issue des investigations de sol comprend de l'enrobé et une couche de forme sur 15 cm puis des alluvions jusque 1 m de profondeur (profondeur maximale investiguée). Aucun niveau d'eau ni indice organoleptique de pollution n'a été relevé. Le phosphore, les nitrates et le pentoxyde de phosphore sont quantifiés. Les teneurs mesurées restent toutefois inférieures au bruit de fond défini par Vivescia. Les teneurs en phosphore sont également inférieures au 90 ^e percentile du fond géochimique européen FOREGS. L'ammonium et les nitrites ne sont pas quantifiés Analyse de l'inspection des installations classées : Aussi, eu égard aux concentrations détectées in situ, l'inspection des installations classées considère que le niveau de pollution résiduaire sur le site est acceptable, et ne nécessite pas d'intervention complémentaire. Par ailleurs, comme mentionné ci-avant l'usage du terrain est à destination « industrielle ». Toute modification in situ affectant les sols devra faire l'objet d'une attention particulière.
Observations : En cas de changement d'usage, il est recommandé l'élaboration d'une étude environnementale complémentaire afin de vérifier la compatibilité sanitaire du projet, mais également de compléter la caractérisation de la qualité des futurs déblais et d'évaluer les filières de gestion adaptées, le cas échéant.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : non